

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 05/02/2026

ZI de Périgny
2 rue Edmé Mariotte
17180 Périgny
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Exploitant :	SAS CEP TRAMONTANE 1
Siège social :	103 A avenue Henri Fréville - 35200 Rennes
Parc éolien implanté :	Bignay (17400), Mazeray (17400)

Références : 0007209386 / 2026 / 55
Code AIOT : 0007209386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du parc éolien CEP TRAMONTANE 1 de Bignay et Mazeray réalisée le 28/11/2025. Elle a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

L'inspection du 28/11/2025 a été menée dans le cadre de la réalisation du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de la DREAL et du Ministère, qui comporte la visite périodique des parcs éoliens. La précédente inspection ICPE du parc éolien a été réalisée par la DREAL, le 28/09/2018. La DREAL et la préfecture n'ont pas connaissance de plainte formulée à l'encontre du parc éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- exploitant : société (SAS) CEP TRAMONTANE 1
- parc éolien implanté à Bignay et à Mazeray
- Code AIOT : 0007209386

- Régime : Autorisation . Statut Seveso : Non Seveso . IED : Non

Le parc éolien dispose du permis de construire du 31/07/2009 et d'un récépissé préfectoral du 05/07/2012 de reconnaissance de ses droits ICPE acquis par antériorité. Il est composé de 5 éoliennes NORDEX N90 (hauteur : environ 125 m ; puissance unitaire : 2,5 MW). L'habitation la plus proche est à environ 445 m, au Sud de l'éolienne E5, de l'autre côté de l'autoroute A10.



E1 E2

E3



E4

E5

Thèmes de l'inspection : Impact sonore, Impact sur la faune

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En partie 2-4, les observations réalisées pendant l'inspection sont présentées. Voici leur synthèse :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition DREAL de suites	Proposition de délais ¹⁾
3	Affichage des dangers et consignes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
4	Maîtrise de l'impact sur la faune	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Lettre préfectorale du 05/07/2012
2	Maîtrise de l'impact sonore	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'impact sonore du parc éolien apparaît conforme à la réglementation. Son impact sur la faune est mal suivi ; Il est notamment demandé à l'exploitant de réaliser les suivis naturalistes conformément au protocole en vigueur et de mettre en œuvre au besoin des mesures telles que le bridage de protection des chauves-souris aux périodes de fortes activités, le bridage de protection des oiseaux lors d'opérations agricoles voisines, ou le système de détection des oiseaux diurnes d'envergure grande ou moyenne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 05/07/2012
Thème(s) : Situation administrative, Identité et coordonnées de l'exploitant ICPE
Prescription contrôlée : Au titre du Code de l'urbanisme, le 31/07/2009, les permis de construire sont délivrés au porteur du projet, en application de la décision du Tribunal administratif du 22/01/2009. Le récépissé préfectoral du 05/07/2012 reconnaît les droits ICPE de la SAS Société parcs éoliens de Mazeray et Bignay acquis par antériorité, autorisée à exploiter un parc composé de 5 éoliennes dotées de mâts hauts de 80 m. Le parc est composé de 5 éoliennes NORDEX N90. Le 19/08/2021, l'exploitant a déclaré un changement de l'adresse du siège social de la société PARC EOLIEN DE MAZERAY ET DE BIGNAY, de Paris à Rennes (SIREN : 487 575 144 au RCS de Rennes). Le 19/01/2024, le nouvel exploitant a informé la préfecture du changement d'exploitant intervenu par fusion-absorption : le nouvel exploitant du parc étant la société CEP TRAMONTANE 1 (SIREN : 533 117 453), toujours domiciliée à Rennes. L'inspection du 28/11/2025 cherche à vérifier l'identité actuelle de l'exploitant (et aussi l'habilitation de la société NADARA (qui nous accueille) à s'exprimer au nom de l'exploitant).
Constats : Le 28/11/2025, l'exploitant du parc éolien (société CEP TRAMONTANE 1) est représenté par Monsieur Baptiste Azam, Chargé d'exploitation de la société NADARA. La société CEP TRAMONTANE 1 est filiale de la société NADARA. Il nous déclare que, à la date du 28/11/2025, le nouvel exploitant (société CEP TRAMONTANE 1) signalé par la lettre RENANTIS du 19/01/2024 est l'exploitant ICPE actuel du parc éolien. L'adresse de son siège social (103 A avenue Henri Fréville - Immeuble Le Méridien- 35200 Rennes) est inchangée. La préfecture et la DREAL n'ont pas connaissance de plainte formulée à l'encontre du parc éolien. Questionné sur les relations locales, l'exploitant du parc éolien nous déclare : <ul style="list-style-type: none">. il n'a pas connaissance de plainte ;. il confie au SIE Val de Saintonge l'entretien paysager des plate-formes ;. les 27 et 28 mai 2024, il a organisé deux journées portes ouvertes, auxquelles ont participé

les écoles primaires de Mazeray et de Bignay, des élus locaux et des agriculteurs ;
 . en application d'une convention de 2024 avec l'association des parents d'élèves des écoles de Mazeray et de Bignay, il accompagne financièrement des activités péri-scolaires.
 et il nous présente un Bilan d'activité annuel envoyé aux deux communes. La production électrique du parc éolien a été d'environ 19 G W.h en 2024.

Au plan administratif, le parc éolien dispose d'une garantie financière destinée à sécuriser la remise en état du site en cas de défaillance (cf articles L.515-46 et R.515-101 du code de l'environnement) : acte de cautionnement ATRADIUS du 06/12/2023 valable jusqu'au 30/11/2027, couvrant un montant de 563 928 €.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maîtrise de l'impact sonore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise de l'impact sonore (contrôle acoustique)

Prescription contrôlée :

Article 26 de l'arrêté ministériel du 29/08/2011 modifié :

« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

»

Constats :

Depuis sa mise en service en 2012, le parc éolien fonctionne sans plan de bridage acoustique.

La DREAL et la préfecture n'ont pas connaissance de plainte formulée à l'encontre de nuisances sonores.

On rappelle, pour mémoire, que le parc éolien n'est pas soumis à une obligation ICPE de contrôle acoustique. En effet, il bénéficie de droits ICPE acquis par antériorité (permis de construire du 31/07/2009), sans arrêté préfectoral complémentaire imposant un contrôle de réception acoustique. D'autre part, il a été mis en service avant le 01/01/2022 (date à partir de laquelle l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié impose un contrôle de réception acoustique).

Comme noté dans le rapport DREAL du 29/10/2018, lors de l'inspection DREAL précédente, le 28/09/2018, l'exploitant avait indiqué qu'un contrôle acoustique était programmé : commande

passée le 12/03/2015 à l'acousticien VENATECH à cet effet. Un grincement ponctuel avait aussi été perçu.

Le 09/11/2018, l'exploitant a transmis à la DREAL le rapport de l'acousticien VENATECH du 08/11/2018 qui a réalisé un contrôle de l'impact sonore du parc éolien, du 10 au 23/10/2018, notamment au niveau de 9 zones à émergence réglementée voisines (de type Habitations). Aucun plan de bridage n'était actif lors des mesures. L'acousticien conclut :

À partir de l'analyse des niveaux résiduels et ambiants mesurés, correspondant respectivement aux phases d'arrêt et de fonctionnement des éoliennes, un contrôle des émissions sonores du parc éolien situé sur la commune de Mazeray a été entrepris.

Le parc contrôlé est constitué de 5 éoliennes NORDEX N90, d'une hauteur de moyeu 80m, d'une puissance de 2.5MW.

Les résultats sont représentatifs des conditions météorologiques rencontrées lors des mesurages réalisés du 10 au 23 octobre 2018, et qui ont permis d'étudier les secteurs de directions de vent **sud** et **nord-est**, correspondant aux deux directions dominantes du site.

Au regard de l'arrêté du 26 août 2011, les analyses conduites ont abouti aux conclusions suivantes :

🔊 critère d'émergence chez les riverains :

- période diurne : les résultats sont conformes aux seuils réglementaires, et ce aussi bien sur le secteur de directions nord-est que sud
- période nocturne : les résultats sont conformes aux seuils réglementaires, et ce aussi bien sur le secteur de directions nord-est que sud

🔊 critère de tonalité marquée chez les riverains :

- aucun bruit imputable au fonctionnement des éoliennes, vérifiant le critère de tonalité marquée, n'a dépassé une durée d'apparition supérieure à 30 % du temps de fonctionnement de l'installation ; les résultats sont conformes aux exigences réglementaires

🔊 niveau sur le périmètre de mesure du bruit de l'installation :

- aucun dépassement des limites n'a été constaté ; les résultats sont conformes aux exigences réglementaires

Ce contrôle ne met pas en évidence d'irrégularité.

Néanmoins, nous rectifions l'indication de l'acousticien : " ... secteurs de directions de vent sud et nord-est, correspondant aux deux directions dominantes du site.". En effet, comme rappelé page 16 de son rapport, la rose des vents locale :



Rose des vents à long terme

montre que les deux vents dominants sont les vents d'Ouest et les vents du Nord-Est. D'une manière générale, nous rappelons que la réglementation ICPE, dans les cas de figure où elle impose un contrôle acoustique, ne fixe pas de seuil quantifié (seuil de couverture minimale de la rose des vents locale) permettant de qualifier le contrôle de représentatif.

N° 3 : Affichage des dangers et consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux d'affichage des dangers et consignes

Prescription contrôlée :

"Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace."

Nota : une irrégularité avait été notée par la DREAL, pendant l'inspection du 28/09/2018 (cf "Ecart n° 1" relevé par le rapport DREAL du 29/10/2018). Cependant, la rédaction du rapport précité ne précise pas au niveau de quelle(s) éolienne(s) le panneau était absent ou mal placé.

D'autre part, la réglementation ne définit pas à quelle distance de l'éolienne le panneau doit être placé. Comme point de repère, parmi les phénomènes dangereux à retenir selon le guide INERIS de Mai 2012 relatif aux études des dangers des parcs éoliens terrestres, les zones d'effet théoriques vont de la zone survolée par le rotor jusqu'à 500 m du mât.

Constats :

Le 28/11/2025, nous constatons que les panneaux d'informations et de consignes de sécurité présents ne sont pas ceux photographiés le 29/08/2018. Ils ont été renouvelés.

En parcourant le parc éolien au niveau de chacune des 5 éoliennes, nous observons que :

- au voisinage de E1, le panneau est positionné à environ 50 m du mât, avant le mât :



- au voisinage de E2, le panneau est positionné à environ 40 m du mât, avant le mât :



- au voisinage de E3, le panneau est positionné à environ 50 m du mât, avant le mât :



- au voisinage de E4, le panneau est positionné à environ 40 m du mât, avant le mât :



Les quatre panneaux E1 à E4 sont positionnés à l'entrée des plateformes associées aux éoliennes. Leurs positions ne suscitent pas d'observation de notre part.

- au voisinage de l'éolienne 5, le panneau est placé à environ 15 m du mât :





Cette configuration nous apparaît irrégulière, car inutilement trop proche du mât.

La conception du parc éolien ne comporte pas de piste rejoignant exclusivement l'éolienne (ce qui permettrait de positionner le panneau le long de cette piste, à une distance choisie). Sa conception réduit l'emprise du parc éolien en accolant les plate-formes aux pistes pré-existantes. L'éloignement des panneaux par rapport aux éoliennes, au delà d'une cinquantaine de mètres, suppose alors de doubler les panneaux (2 panneaux par éolienne) en les plaçant de part et d'autre de la plate-forme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au niveau de l'éolienne 5, les informations et consignes de sécurité doivent être lisibles plus en amont du cheminement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maîtrise de l'impact sur la faune

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact sur la faune

Prescription contrôlée :

Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié (version en vigueur à partir du 1er janvier 2012 jusqu'au 1er juillet 2020) :

"Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole.

Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées."

Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié (version en vigueur à partir du 1er juillet 2020 jusqu'au 1er janvier 2022) :

" L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation

accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées [...]"

Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié (version en vigueur depuis le 1er janvier 2022) :

« L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées [...]"

Constats :

On rappelle que le parc éolien a été mis en service en 2012.

L'exploitant du parc éolien a fait réaliser des suivis de mortalité par BIOTOPE, en 2015 puis en 2020.

Le suivi de mortalité 2015 comptait 15 passages, réalisés entre le 13(ou 15) juillet 2015 et le 30 octobre 2015. Quatre cadavres d'oiseaux ont été trouvés : Faucon crécerelle, Buse variable, 2 Roitelets triple-bandeaux. Un cadavre de chauve-souris a été trouvé : Noctule de Leisler.

Le volet 'Suivi de mortalité 2020' du rapport BIOTOPE du 1er avril 2021 fait état de 8 passages effectués entre le 14 mai et le 2 juillet 2020, avec tests de prédation et de détection. La surface non prospectable était de 68 %. Six cadavres d'oiseaux ont été trouvés : Alouette des champs (statuts sur Listes rouges France - Région : NT- VU) ; Bruant proyer (LC-VU) ; Busard Saint-Martin (Annexe 1 de la Directive Oiseaux) (statuts LC-NT) ; Coucou gris (LC-LC) ; Etourneau sansonnet (LC-LC) ; Martinet noir (NT-NT). Aucun cadavre de chauve-souris n'a été trouvé. L'exploitant a transmis ce rapport BIOTOPE à la DREAL, le 07/04/2021. S'agissant de la mortalité constatée en 2020, le cabinet d'études BIOTOPE concluait :

2.3 Synthèse du suivi de mortalité

Le second suivi de mortalité mené sur le parc éolien de Mazeray et de Bignay entre le 14 mai 2020 et le 2 juillet 2020 (5 machines) a conduit à l'observation de 3 cadavres d'oiseaux (3 espèces).

En effet, 3 espèces d'oiseaux (le Coucou gris, l'Alouette des champs et le Martinet noir) ont été retrouvées sous les éoliennes du parc suivi. 3 autres cas de mortalité imputables aux éoliennes (3 espèces d'oiseaux) ont pu être notés sur le parc de Mazeray et de Bignay (Busard Saint Martin, Bruant proyer et Etourneau sansonnet). Ces trois dernières espèces ne sont pas traitées dans les analyses car les collisions sont antérieures à la période de suivi ou détectées hors protocole.

Les cadavres ont été localisés à des distances comprises entre 1 m (Bruant proyer) et 50 m du mât (Coucou gris) pour les oiseaux.

Un test de persistance des cadavres a été réalisé, avec l'utilisation d'un total de 75 rats. Lors de ce test, les vitesses de disparition des cadavres déposés sont globalement similaires pour la plupart des éoliennes, avec des temps moyens de persistance des cadavres compris entre 1,2 et 1,7 jours. Seule l'éolienne E05 présente un temps moyen de persistance de 3,3 jours. La prédation est globalement très forte sur le parc de Mazeray et de Bignay.

Des estimations de la mortalité ont été réalisées pour l'ensemble des éoliennes du parc, sur la durée du suivi (49 jours).

Concernant les chiroptères, l'estimation de la mortalité la plus probable semblerait être de l'ordre de 0 sur la période de suivi. Toutefois, les intervalles de

confiances (IC 95%) montrent une incertitude des estimations extrêmement importantes. Par exemple, à l'échelle du parc, la mortalité estimée la plus probable pourrait être au maximum de 490 à 1267 individus (suivant les trois méthodes d'estimation).

Concernant l'avifaune, l'utilisation des formules d'estimation amène à estimer une mortalité la plus probable de l'ordre de 47 à 139 cas de mortalité d'oiseaux sur la période de suivi, où les observations s'étalent sur l'ensemble du suivi soit 49 jours. En prenant les incertitudes (IC 95%), les effectifs impactés à l'échelle du parc seraient de 12 à 34 individus au minimum (borne basse de l'intervalle de confiance) et de 605 à 1501 individus au maximum (borne haute de l'intervalle de confiance), ce qui correspond, comme les chiroptères, à une incertitude extrêmement importante.

Ces chiffres sont bien supérieurs à ceux mentionnés par la bibliographie. Selon RYDELL et al. (2017), le nombre de chiroptères tués par éolienne et par an est très variable d'un site à l'autre en Europe et semble se situer autour d'une dizaine d'individus, avec parfois des cas particulièrement mortifères pouvant atteindre une mortalité de 100 individus ou plus. Gaultier, Marx & Roux (2019) font le bilan de 8 parcs français dont l'estimation de la mortalité la plus probable varie de 0,3 à 18,3 oiseaux par éolienne et par an. En Allemagne, la mortalité des chiroptères est estimée entre 10 et 12 individus par éolienne et par an (KORNER-NIEVERGELT et al., 2013). En Champagne-Ardenne, une étude menée sur 18 parcs éoliens donne des résultats de 1 à 3 cadavres par éolienne et par an, sans correction statistique (HARTER, 2015). De plus, de la mortalité a été constatée sur tous les parcs étudiés.

Faute de référentiel, il est complexe de conclure et d'évaluer l'impact du parc de Mazeray et de Bignay en fonctionnement sur la conservation des espèces d'oiseaux et de chiroptères. On notera toutefois que le taux de mortalité estimé, en période de reproduction, sur le parc semble très supérieur aux résultats fournis par la bibliographie.

Les résultats de ce suivi de mortalité de 2020 (période de reproduction) montrent des incertitudes très élevées qui ne permettent pas de conclure quant à la vraisemblance des estimations de mortalité.

Les résultats du suivi de mortalité réalisé en 2015 (durant la période de mi-juillet à mi-octobre) ne permettent pas non plus de conclure sur une estimation de la mortalité. Même si, il en a été déduit que le nombre de collisions corrigé se situait dans une fourchette basse et ne semblait pas alarmant

Pour répondre au protocole national (modifié en 2018) et à l'arrêté du 22 juin 2020 demandant à évaluer précisément la mortalité, il semble opportun :

- de reconduire à moyen terme (en 2021 ou 2022) un suivi de mortalité complet au moins entre S20 et S43. L'objectif de ce nouveau suivi est à la fois d'avoir une vision homogène sur la période sensible et sur une même année (variabilité interannuelle possible entre 2015 et 2020). L'estimation de la mortalité devra être la plus précise possible, c'est-à-dire avec des incertitudes faibles. Pour ce faire, il est nécessaire d'augmenter la détectabilité au cours de ce suivi par la mise en place ou le maintien d'une occupation du sol favorable à la recherche de cadavre. Une démarche de concertation avec les exploitants agricoles locaux serait une réelle plus-value. Cela pourrait permettre d'améliorer l'efficacité de recherche globale des surfaces à prospecter et de réduire au minimum les incertitudes. En parallèle, la prédation a un effet également significatif sur les incertitudes. Afin de réduire ces effets, il pourrait être envisagé d'augmenter la fréquence des passages de recherche de cadavre.

- de mettre en place à moyen terme (en 2021 ou 2022), un suivi acoustique en nacelle pour évaluer l'activité en altitude des chiroptères. Ce suivi doit recouvrir à minima la période de suivi de mortalité qui sera menée. Ce suivi permettra de vérifier le niveau d'activité des chiroptères, d'évaluer les risques de collision et les espèces concernées. Il permettra également de comparer la phénologie de l'activité avec les résultats du suivi de mortalité réalisés en simultané. Enfin, ce suivi acoustique pourra servir d'une base pour définir un modèle de bridage potentiel du fonctionnement des éoliennes.

Sa recommandation : "reconduire à moyen terme (en 2021 ou 2022) un suivi de mortalité complet au moins entre S20 et S43." n'a pas été suivie par l'exploitant du parc éolien.

Sa seconde recommandation : "mettre en place à moyen terme (en 2021 ou 2022), un suivi acoustique en nacelle pour évaluer l'activité en altitude des chiroptères" n'a pas non plus été suivie par l'exploitant.

Le suivi de mortalité 2020 ne couvre pas la période S20->S43 demandée par le protocole de suivi naturaliste reconnu par décision ministérielle du 05/04/2018. Cependant son statut est particulier, comme rappelé par le mèl de l'exploitant du 07/04/2021 : *"Je fais suite à l'inspection de notre Parc éolien de Mazeray et de Bignay réalisée le 28 septembre 2018. Dans le cadre de cette inspection, il a été préconisé le renouvellement du suivi environnemental avant la période estivale de 2020 (remarque n°1 de la fiche de conclusions d'une visite d'inspection, en date du 29 octobre 2018)."* Dès lors, le suivi de mortalité 2020 ne peut pas être considéré comme le suivi périodique imposé tous les 10 ans.

L'absence de suivi naturaliste décennal, à faire en 2025, est une seconde irrégularité. Un des effets de cette anomalie est l'absence d'écoute en hauteur de l'activité chiroptérologique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant du parc éolien doit mettre son exploitation en conformité avec les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 et de l'article L.511-1 du code de l'environnement :

- en réalisant les suivis naturalistes conformes au protocole en vigueur,

- et en maîtrisant l'impact de son installation sur la faune (en particulier, sur les espèces protégées), par la mise en œuvre si besoin de techniques disponibles telles que : bridage de protection des chauves-souris aux périodes de fortes activités, bridage de protection des oiseaux lors d'opérations agricoles voisines, système de détection des oiseaux diurnes d'envergure grande ou moyenne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois